CONTRE LA LOI TRAVAIL XXL MOBILISONS-NOUS XXXL

La présidence Macron : une monarchie managériale...

Macron n'aura pas attendu longtemps pour dégainer ses premières mesures ultralibérales. Alors qu'il a été élu par défaut au deuxième tour de la présidentielle, après avoir rassemblé seulement 16 % des inscrits au premier, il a réussi l'exploit d'être devenu au bout de 100 jours le président le plus impopulaire de la Vème République. Et pour cause !

On savait la loi El-Khomri mauvaise... Macron fait encore pire !

- **Une nouvelle casse des conventions collectives** : elles ne conserveront leur force obligatoire que dans un domaine très restreint de domaines. Les patrons pourront négocier à la baisse les primes de 13e mois, les primes d'ancienneté ou encore les jours supplémentaires de congés prévus par la branche.
- **Encore moins de démocratie dans les entreprises !** L'ordonnance qui permet aux patrons de « proposer » un référendum dans les entreprises de moins de 20 salariés est destinée à contourner les syndicats. Un face à face complètement inégal entre les employés et le patron, qui peut désormais prendre prétexte du refus par le salarié de ce genre d'accord pour le licencier en toute tranquillité.
- **La représentation du personnel passée à la moulinette** : la fusion des IRP (institutions représentatives des personnels) dans un unique « comité social et économique » signe l'arrêt de mort des CHSCT. Un cadeau au MEDEF, qui voit dans ces comités des obstacles à une exploitation sans limite des travailleurs. Ainsi, seules les entreprises de plus de 300 salariés auront droit à un comité consacré à la santé et à la sécurité au travail...
- **Pire que le CDD, le CDI de chantier** : ces contrats permettent à l'employeur de licencier sans risque le salarié lorsque la tâche pour laquelle il a été embauché est terminée. Il suffira au patron de décrire cette tâche de façon suffisamment floue pour le licencier n'importe quand, sans aucune indemnité de précarité à l'issue du contrat... De plus, des accords de branche pourront déroger à la loi concernant la durée ou le nombre de renouvellements possibles pour les CDD et contrats d'intérim.
- **Des licenciements économiques facilités:** il s'agit de « sécuriser » les licenciements économiques pour le patronat. La réalité des difficultés économiques d'un groupe ne sera plus appréciée qu'au niveau national. Plus besoin de proposer des reclassements personnalisés aux salariés : l'envoi d'une liste de postes identiques pour tous les futurs licencié-e-s suffira. Les patrons qui licencient bénéficieront d'un joker : ils pourront compléter la lettre de licenciement après son envoi et donc ajouter des motifs nouveaux.
- Pour couronner le tout, les **dommages et intérêts** en cas de **licenciement abusif** sont **plafonnés** tandis que le délai pour contester un licenciement est réduit à un an alors qu'il était de 30 ans en 2008...

Ces ordonnances signifient la casse totale du contrat de travail et donnent les pleins pouvoirs aux patrons face à des salariéEs qui n'auront plus guère le droit que de se taire, de courber l'échine comme des esclaves !

Ces mesures ne créeront pas d'emploi, Macron l'a même avoué dans une déclaration à la presse, tandis que son premier ministre explique le contraire. C'est bien l'hypocrisie et le mensonge et non la soi-disant pédagogie et la pseudo-concertation qui sont les maîtres mots de l'action de ce gouvernement.

Pendant ce temps, les bénéfices des entreprises du CAC 40 ont augmenté de 40 % en un an et les dividendes distribués aux actionnaires ont atteint le chiffre record de 45 milliards d'euros. C'est la crise, il paraît...mais pas pour tout le monde !

Le passage en force par ordonnance montre bien le tour profondément antidémocratique que prend le mandat présidentiel de Macron. Ces mesures sont l'exact prolongement du Contrat première embauche (CPE), en pire ! Nous avons obtenu le retrait de ce texte en son temps, nous pouvons empêcher le gouvernement d'imposer son projet. Et on connaît la recette : construire une mobilisation unitaire et déterminée !

LA JOURNÉE DE GRÈVE DU MARDI 12 SEPTEMBRE N'EST QU'UN DÉBUT !
AMPLIFIONS LA MOBILISATION !

La « novlangue » d'un néolibéralisme totalitaire

Dans le Courrier de l'Ouest du 6/9/2017, deux pages sont en regard. Sur l'une est commentée le nouveau « *plan de sauvegarde de l'emploi* » (sic !) qui frappe les travailleurs de **ThyssenKrupp** : après 258 licenciements et l'arrêt de la production d'ascenseurs en 2015, 63 nouvelles suppressions de postes (+32 dans les agences commerciales) censées apporter plus de rentabilité, c'est-à-dire plus de profits aux actionnaires… Sur l'autre, **J.-C. Taugourdeau** accorde une interview. Pour le député LR du 49, « ***licencier plus facilement, c'est la seule façon de retrouver le plein-emploi*** (sic !), ***pour que les gens puissent changer plus facilement d'emploi* »** (re-sic !). Décidément, rien ne distingue l'ancien parti sarkozyste LR et le nouveau parti présidentiel LREM (« En Marche ») : même amour de l'enfumage et du paradoxe, d'une « novlangue » orwellienne qui, en faisant dire aux mots le contraire de ce qu'ils signifient, vise à empêcher les gens de penser et d'agir. « L'emploi » selon les politiciens de droite LR et LREM, c'est plus de précarité, des salariéEs isoléEs et sans ressources face à leurs patrons ; c'est le retour à l'esclavage pour le plus grand nombre, au profit des ultra-riches dont ces politiciens sont les fidèles serviteurs… Ne les laissons plus sévir !

STOPPER LES ATTAQUES CONTRE LES FEMMES !

Les femmes sont généralement les premières victimes des régressions sociales : les ordonnances faciliteront les licenciements abusifs pour des absences au travail liées à la famille et les obligations de mobilité ; la disparition des CHSCT diminuera les capacités de résistance face aux violences sexistes ou sexuelles, au harcèlement. Stop !

EN FINIR AVEC LA PRÉCARITÉ

On nous présente souvent la précarité, l'augmentation du temps de travail, la limitation des salaires et les licenciements comme des fatalités pour la compétitivité des entreprises dans un monde en crise. Pourtant, de l'argent, il y en a. Les bénéfices des entreprises du CAC40 ont augmenté de 40% en un an. Les dividendes distribués aux actionnaires ont atteint cette année un nouveau record de 45 milliards d'euros, tandis que l'évasion fiscale fait « disparaître » 80 milliards par an. Pour lutter contre le chômage, nous avons des solutions !

- Le retrait de la loi El Khomri et des ordonnances.
- Le partage du temps de travail, avec 32 heures hebdomadaires sans perte de salaire.
- L'interdiction des licenciements.
- Un SMIC à 1700 euros net par mois.

Ces mesures, nous devront les imposer par nos mobilisations car les capitalistes ne nous laisseront pas tranquillement prendre sur leurs profits. Les banques et les grandes entreprises doivent être réquisitionnées, afin que nous puissions décider démocratiquement de ce que nous produisons et comment nous le produisons. Cela implique également de mettre fin à l'état d'urgence et aux mesures sécuritaires créées pour empêcher nos mobilisations, de désarmer la police dont la fonction première est de maintenir les inégalités sociales. Les guerres, la misère, le chômage, le changement climatique et ses conséquences catastrophiques montrent que le capitalisme est de plus en plus invivable. Nous voulons en finir également avec cette société, renverser le capitalisme, qui ruine nos vies et détruit la planète. C'est pourquoi le NPA s'investit dans toutes les luttes contre les injustices.

Pour l'heure, nous voulons la mobilisation la plus forte et la plus unitaire possible : pas de division entre syndicats et partis politiques, nous avons besoin de l'unité de tout le mouvement social pour infliger une défaite à Macron, nous avons besoin d'un mouvement de grève massif et déterminé, construit par touTEs. Nous pensons que la solution ne sortira pas magiquement des urnes ou d'une simple opposition parlementaire, mais de la construction du rapport de forces pour l'ensemble des travailleurs/ses. Il est en effet certain que ce gouvernement continuera à nous attaquer tant qu'il sera en place et que Macron sera en état de nuire. Il faut leur retirer le pouvoir, pour imposer d'autres choix et une autre société.

STOPPER LES ATTAQUES CONTRE LES JEUNES !

Macron prétend que quand on est jeune « *on peut travailler jusqu'à 45 heures par semaine* ». C'est ce que font les ordonnances en permettant aux patrons de modifier le temps de travail… Macron veut mettre en place le bac en contrôle continu et une sélection à l'université. C'est le droit à l'éducation qui est menacé, pour que chaque jeune ait des diplômes moins généraux et plus bas, et ainsi accepte des conditions de travail plus difficiles par la suite. Uber, Delivroo, les CDI de chantiers, c'est le modèle de société qui était promis par le CPE, la précarité pour la vie. La politique de Macron doit être stoppée comme nous avons fait retirer le CPE.

La petite ANJOU ROUGE

NPA

NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

npa49.free.fr

NPA 49

npa49@yahoo.fr

Facebook :

www.facebook.com/npa49

Visitez les sites du NPA49

http://npa49.free.fr/

et du NPA !

http://www.npa2009.org/

Ne pas jeter sur la voie publique

Imprimerie spéciale